



Rapport
de gestion

Exercice
terminé
le 31 mai 2009

Le rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société »), et vise à aider le lecteur à mieux connaître son contexte d'affaires et ses perspectives d'avenir. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et les notes complémentaires afférentes de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. L'information contenue au présent document inclut tous les changements importants en date du 12 août 2009, date à laquelle ce rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. L'information financière présentée ci-après, est préparée selon les conventions comptables de la Société, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Cependant, elle renferme également des renseignements étant des mesures financières non conformes aux PCGR. Des renseignements portant sur ces mesures non conformes aux PCGR sont fournis à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à 5N Plus et ses filiales.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations dans ce rapport de gestion peuvent inclure des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à date et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, des incertitudes et autres facteurs, qui peuvent intervenir et affecter les résultats réels, le rendement et les réalisations de la Société, et faire en sorte que ceux-ci diffèrent de façon importante des résultats, du rendement ou des réalisations futurs, dont il est question ou escomptés dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes tels que « pouvoir », « devoir », « croire », « s'attendre à » ou toutes expressions de nature similaire. À moins que les lois sur les valeurs mobilières ne l'exigent, la direction de la Société n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations ou d'événements futurs ou d'autres changements. Lors de l'évaluation de ces énoncés, le lecteur doit tenir compte de divers facteurs, notamment les risques identifiés à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion. Le lecteur est avisé d'éviter de se fier outre mesure à ces énoncés prospectifs.

Survol de notre Société et de ses activités

La dénomination de 5N Plus inc. tire son origine de la pureté de ses produits, à savoir de 99,999 % (cinq neuf ou 5N) et plus. Notre siège social et principal établissement sont situés à Montréal (Québec) et nous mettons au point et produisons des métaux et des sels de grande pureté pour des applications électroniques et fournissons à nos clients des services de recyclage. 5N Plus inc. est un producteur intégré doté de capacités de raffinages primaire et secondaire. Nous nous concentrons sur des métaux spécialisés tels le tellure, le cadmium, le sélénium et leurs composés comme le tellure de cadmium (« CdTe ») et le sulfure de cadmium (« CdS »). Nos produits sont des précurseurs critiques dans plusieurs applications électroniques, notamment le marché en rapide évolution des modules photovoltaïques (PV) à couches minces, pour lequel 5N Plus inc. est un grand fournisseur de CdTe, et le marché des détecteurs de rayonnement.

Stratégie d'entreprise

Notre but est d'augmenter la production de cadmium, de sélénium, de tellure et des sels connexes afin de répondre à la demande accrue de ces produits, plus particulièrement dans les marchés des photovoltaïques et de l'imagerie médicale. Ce faisant, notre objectif est de maintenir notre position de chef de file dans ces marchés en rapide expansion et de miser sur nos atouts concurrentiels afin de diversifier notre gamme de produits et de pénétrer de nouveaux segments du marché des matériaux de l'électronique. Pour y parvenir, notre stratégie de haut niveau inclut des investissements dans la formation et la recherche et développement, afin de se doter d'avantages en termes de compétence, de technologie et de coûts. L'augmentation de la valeur pour les actionnaires demeure une priorité, et nous sommes bien positionnés pour implanter notre stratégie de croissance interne et par voie d'acquisitions.

Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice financier 2009

- Le bénéfice net pour le quatrième trimestre s'élève à 5 708 451 \$ ou 0,13 \$ par action ce qui représente une augmentation de 111,2 % par rapport au bénéfice net de 2 703 068 \$ ou 0,06 \$ par action pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice financier, terminé le 31 mai 2009, le bénéfice net a atteint un niveau record de 20 868 124 \$ ou 0,46 \$ par action représentant une augmentation de 190,8 % comparativement au bénéfice net de 7 175 011 \$ ou 0,20 \$ par action pour l'exercice financier précédent.
- Pour le quatrième trimestre, le BAIIA¹ est de 8 576 126 \$, représentant une augmentation de 119 % par rapport au BAIIA de 3 916 750 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, le BAIIA a atteint un niveau record de 31 409 878 \$, en hausse de 177,5 % comparativement à un BAIIA de 11 318 178 \$ pour l'exercice financier précédent.
- Les ventes pour le quatrième trimestre se chiffrent à 18 057 223 \$, représentant une augmentation de 91,6 % par rapport à des ventes de 9 423 908 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Les ventes pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009 ont atteint un niveau record et se chiffrent à 69 373 117 \$ en hausse de 124,0 % comparativement à des ventes de 30 972 941 \$, pour l'exercice financier précédent. Le carnet des commandes¹ qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois totalisait 52 224 368 \$ à la fin de l'exercice financier, en hausse de 73,1 % comparativement à un carnet de commandes de 30 174 000 \$ au 31 mai 2008.
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se chiffrent à 4 965 655 \$ pour le quatrième trimestre et à 16 239 645 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, comparativement à une utilisation de 3 519 086 \$ et 2 163 317 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. La trésorerie et équivalents ont augmenté de 5 489 787 \$ au cours de l'exercice pour se chiffrer à 65 066 530 \$ au 31 mai 2009 alors qu'ils étaient de 59 576 743 \$ au 31 mai 2008. Les capitaux propres ont aussi augmenté au cours de l'exercice pour s'établir à 112 368 764 \$ au 31 mai 2009 comparativement à 90 962 804 \$ à la fin de l'exercice précédent.
- Les résultats du quatrième trimestre sont en ligne avec ceux des deux trimestres précédents et ont permis d'enregistrer en 2009 un exercice financier record. En effet, l'année financière 2009 a été pour 5N Plus, une année de grands changements à plusieurs égards incluant, du point de vue des activités d'exploitation, l'accomplissement de notre expansion internationale et le démarrage de l'usine allemande située à Eisenhüttenstadt. Cet investissement de 18 155 298 \$ a été complété selon l'échéancier et dans les limites du budget.

Principales informations financières annuelles

Exercices terminés les 31 mai	2009	2008	2007
Résultats consolidés			
Ventes	69 373 117 \$	30 972 941 \$	21 897 240 \$
BAIIA	31 409 878 \$	11 318 178 \$	6 722 501 \$
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$	3 574 082 \$
Bénéfice net par action ordinaire			
De base	0,46 \$	0,20 \$	0,12 \$
Dilué	0,45 \$	0,19 \$	0,11 \$
Dividende par action ordinaire	– \$	0,034 \$	0,003 \$
Données tirées des bilans			
Total de l'actif	128 168 856 \$	107 743 063 \$	17 363 037 \$
Dette à long terme	3 997 923 \$	4 674 934 \$	3 500 645 \$
Capitaux propres	112 368 764 \$	90 962 804 \$	7 546 467 \$

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Principales données financières trimestrielles 2009

(non vérifiées)

	2009			
	T4	T3	T2	T1
Ventes	18 057 223 \$	19 150 195 \$	18 135 824 \$	14 029 875 \$
Profit brut ¹	8 496 616 \$	9 840 268 \$	9 230 178 \$	7 631 824 \$
BAIIA	8 576 126 \$	8 012 408 \$	8 798 520 \$	6 022 824 \$
Bénéfice net	5 708 451 \$	5 189 673 \$	5 875 610 \$	4 094 390 \$
Bénéfice net par action				
De base	0,13 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Dilué	0,12 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Carnet de commandes	52 224 368 \$	52 024 064 \$	54 722 363 \$	53 646 727 \$

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Principales données financières trimestrielles 2008

(non vérifiées)

	2008			
	T4	T3	T2	T1
Ventes	9 423 908 \$	8 358 817 \$	6 795 743 \$	6 394 473 \$
Profit brut	5 615 838 \$	4 454 138 \$	3 276 379 \$	2 977 434 \$
BAIIA	3 916 750 \$	3 179 710 \$	2 220 574 \$	2 001 144 \$
Bénéfice net	2 703 068 \$	2 153 139 \$	1 219 548 \$	1 099 256 \$
Bénéfice net par action				
De base	0,06 \$	0,06 \$	0,04 \$	0,04 \$
Dilué	0,06 \$	0,06 \$	0,04 \$	0,03 \$
Carnet de commandes	30 174 000 \$	29 300 000 \$	22 200 000 \$	24 423 498 \$

Résultats d'exploitation

Introduction

Nos ventes sont générées par le développement et la production de métaux et de sels de grande pureté destinés à différentes applications électroniques, incluant les cellules solaires, détecteurs de rayonnement, optiques infrarouges, dispositifs thermoélectriques et mémoires optiques. Nous fournissons également à nos clients des services de recyclage par lesquels les résidus de leurs activités manufacturières sont raffinés puis reconvertis en un produit utilisable. Nous n'avons qu'un seul secteur isolable soit celui du raffinage et du recyclage des métaux.

Notre clientèle comprend des manufacturiers de cellules solaires à couches minces, des manufacturiers d'assemblages (désignés fournisseurs du groupe 1) et des manufacturiers de sous-assemblages et de composantes (désignés fournisseurs du groupe 2). Nos clients se trouvent principalement aux États-Unis, en Europe, en Israël et en Asie. Un de ces clients a généré 78 % des ventes au cours du trimestre dernier et 78 % au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009.

Ventes, marge brute, bénéfice net et bénéfice par action

	Trois mois terminés les 31 mai			Douze mois terminés les 31 mai		
	2009	2008	Hausse	2009	2008	Hausse
Ventes	18 057 223 \$	9 423 908 \$	91,6 %	69 373 117 \$	30 972 941 \$	124,0 %
Marge brute	8 496 616 \$	5 615 838 \$	51,3 %	35 198 886 \$	16 323 789 \$	115,6 %
Ratio marge brute ¹	47,1 %	59,6 %		50,7 %	52,7 %	
Bénéfice net	5 708 451 \$	2 703 068 \$	111,2 %	20 868 124 \$	7 175 011 \$	190,8 %
Bénéfice par action (de base)	0,13 \$	0,06 \$		0,46 \$	0,20 \$	

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Les ventes du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2009, ont atteint 18 057 223 \$, en hausse de 91,6 % comparativement à des ventes de 9 423 908 \$ pour la période correspondante de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, les ventes ont atteint un niveau record en se chiffrant à 69 373 117 \$, soit une augmentation de 124,0 % comparativement à des ventes de 30 972 941 \$ pour l'exercice financier précédent. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des ventes de CdTe dans le marché des photovoltaïques. Les ventes dans les autres marchés ont été relativement stables. Pour le quatrième trimestre et l'exercice financier 2009, les ventes dans le marché des photovoltaïques ont représenté 78 % des ventes totales, comparativement à 72 % et 68 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces hausses de ventes proviennent principalement de l'augmentation des volumes de produits vendus faisant suite au démarrage des opérations et à la montée en vitesse de la production de l'usine allemande afin de répondre à la demande croissante de nos clients pour les produits du marché solaire. Le prix de vente moyen pour ces produits est également à la hausse, ce qui a contribué à l'augmentation de nos ventes malgré une diminution des volumes traités reliés à nos activités de raffinage pour lesquels nous n'encourrons aucun coût de matière première. Au cours de l'exercice financier 2009, la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et l'euro a eu une incidence favorable sur les ventes de la Société.

La marge brute a atteint 8 496 616 \$ au cours du quatrième trimestre et 35 198 886 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, représentant respectivement des ratios de marge brute de 47,1 % et 50,7 %. Ces résultats se comparent à une marge brute de 5 615 838 \$ et 16 323 789 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent et des ratios de marge brute de 59,6 % et 52,7 % respectivement. Ces augmentations des marges brutes sont attribuables à la hausse de nos ventes, jumelées à des taux de change sur devises étrangères favorables. Les ratios de marge brute ont diminué au cours du trimestre et de l'exercice financier comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison d'une diminution considérable des volumes traités reliés à nos activités de raffinage. Cette diminution a été en partie compensée au cours de l'exercice par des améliorations générales touchant l'efficacité, des économies d'échelle et la capacité de production. La marge brute pour l'usine allemande correspond à nos attentes et le ratio de la marge brute est similaire à celui de notre usine de Montréal.

Le bénéfice net s'élève à 5 708 451 (0,13 \$ par action) représentant une augmentation de 111,2 % par rapport à un bénéfice net de 2 703 068 \$ (0,06 \$ par action) pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, le bénéfice net se chiffre à 20 868 124 \$ (0,46 \$ par action) une hausse de 190,8 % comparativement à un bénéfice net de 7 175 011 \$ (0,20 \$ par action) pour l'exercice financier précédent. Le bénéfice par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 45 515 577 pour le dernier trimestre et de 45 505 213 pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. Le bénéfice par action pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de 42 934 783 de 35 308 641 respectivement. La hausse du bénéfice net pour le trimestre et l'exercice financier terminés le 31 mai 2009 résulte principalement d'une augmentation du bénéfice brut. Les gains de change, déduction faite des impôts, qui représentent 27 % du bénéfice net du trimestre (5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent) et 11 % du bénéfice net de l'exercice financier 2009 (1 % pour l'exercice financier 2008) ont également contribué à la hausse du bénéfice net. L'importance du gain de change au cours du trimestre est attribuable à l'évaluation au prix du marché de plusieurs contrats de change à terme, dont la majorité a été contractée au cours du quatrième trimestre.

Au cours du quatrième trimestre, la Société a rétroactivement adopté le chapitre 3064 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Conséquemment, tous les frais de démarrage de l'usine en Allemagne, qui avaient précédemment été comptabilisés comme frais reportés de pré-exploitation ont été retraités et pris en compte dans les charges. Le tableau ci-dessous résume les écarts du bénéfice net pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, ainsi que ceux du quatrième trimestre et de l'exercice financier terminé le 31 mai 2008.

Bénéfice net retraité

	Trois mois terminés les 31 mai		Douze mois terminés les 31 mai	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	5 708 451 \$	3 178 621 \$	20 833 848 \$	7 766 137 \$
Frais reportés de pré-exploitation	-	(660 490)	(505 319)	(821 008)
Amortissement des frais reportés de pré-exploitation	-	-	552 925	-
Impôts sur le bénéfice	-	184 937	(13 330)	229 882
Bénéfice net retraité	5 708 451 \$	2 703 068 \$	20 868 124 \$	7 175 011 \$

Frais de vente et d'administration et frais de recherche et développement

	Trois mois terminés les 31 mai		Douze mois terminés les 31 mai	
	2009	2008	2009	2008
Frais de vente et d'administration	1 670 869 \$	903 514 \$	5 277 745 \$	2 911 797 \$
Pourcentage des ventes pour la période	9,3 %	9,6 %	7,6 %	9,4 %
Frais de recherche et développement (déduction faite des crédits d'impôts)	423 277 \$	65 848 \$	1 241 142 \$	930 232 \$
Pourcentage des ventes pour la période	2,3 %	0,7 %	1,8 %	3,0 %

Les frais de vente et d'administration s'élèvent à 1 670 869 \$ ou 9,3 % des ventes pour le quatrième trimestre et à 5 277 745 \$ ou 7,6 % des ventes pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. Pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent, les frais de vente et d'administration s'élèvent à 903 514 \$ et 2 911 797 \$, ou 9,6 % et 9,4 % des ventes. Les frais de ventes et d'administration sont plus élevés au cours du quatrième trimestre que des trimestres précédents de l'exercice financier en cours et sont principalement attribuables à une augmentation des frais de consultation reliés à quelques projets d'acquisition. Lorsque comparée aux périodes correspondantes de l'exercice financier précédent, l'augmentation des frais de vente et d'administration s'explique principalement par la hausse des salaires reliés à l'embauche de nouveaux membres de l'équipe de direction à nos installations allemandes, des frais de voyage ainsi que des frais de consultation. En pourcentage des ventes, les niveaux actuels correspondent à ceux prévus quoique plus élevés au quatrième trimestre de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, en raison de l'augmentation des frais de consultation. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice financier précédent, les pourcentages sont en baisse principalement en raison de l'augmentation importante des ventes au cours de l'exercice financier 2009.

Les dépenses en recherche et développement, déduction faite des crédits d'impôt, se chiffrent à 423 277 \$ ou 2,3 % des ventes au quatrième trimestre ce qui représente une augmentation comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent où elles se sont chiffrées à 65 848 \$ ou 0,7 % des ventes. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, les dépenses en recherche et développement, déduction faite des crédits d'impôt se chiffrent à 1 241 142 \$ ou 1,8 % des ventes, une hausse comparativement à la même période de l'exercice précédent où elles s'étaient chiffrées à 930 232 \$ ou 3,0 % des ventes. En pourcentage des ventes, les niveaux actuels de dépenses en recherche et développement sont inférieurs aux niveaux anticipés qui eux, se situent plus près des niveaux de l'exercice financier 2008.

Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net

	Trois mois terminés les 31 mai			Douze mois terminés les 31 mai		
	2009	2008	Hausse	2009	2008	Hausse
Bénéfice net	5 708 451 \$	2 703 068 \$	111,2 %	20 868 124 \$	7 175 011 \$	190,8 %
Augmentation (diminution) :						
Charge d'impôts sur les bénéfices	2 345 056	1 109 535		9 128 634	3 153 279	
Frais financiers et revenus d'intérêts	(78 822)	(193 590)		(741 432)	(58 998)	
Amortissement	601 441	297 737		2 154 552	1 048 886	
BAIIA	8 576 126 \$	3 916 750 \$	119,0 %	31 409 878 \$	11 318 178 \$	177,5 %

Le BAIIA est en hausse de 119 % et s'établit à 8 576 126 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2009, comparativement au BAIIA de 3 916 750 \$ pour la période correspondante de l'exercice financier précédent. Le BAIIA pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, a augmenté de 177,5 % passant de 11 318 178 \$ pour atteindre 31 409 878 \$. L'augmentation du BAIIA au cours des périodes est le résultat de l'augmentation des ventes, des améliorations générales touchant l'efficacité, des économies d'échelle et la capacité de production ainsi que de l'incidence favorable des fluctuations de devises étrangères sur le BAIIA de 25 % au cours du trimestre terminé le 31 mai 2009 et 11 % pour l'exercice financier en cours.

Frais financiers, revenus d'intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices

Les frais financiers combinés aux revenus d'intérêts représentent un gain de 78 822 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice en cours et 741 432 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. Ces résultats se comparent à un gain de 193 590 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent et de 58 998 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2008. Ces résultats sont majoritairement attribuables aux revenus d'intérêts de 122 565 \$ et de 1 118 881 \$ générés au cours du quatrième trimestre et de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009 par le placement du produit du premier appel public à l'épargne ainsi que du financement par actions par voie de prise ferme. Ces produits ayant été enregistrés au cours des troisième et quatrième trimestres de l'exercice financier précédent, ce n'est qu'à compter du troisième trimestre que des intérêts ont été générés.

La dépense d'amortissement pour le trimestre se chiffre à 601 441 \$ comparativement à 297 737 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, la dépense d'amortissement est en hausse pour atteindre 2 154 552 \$ comparativement à 1 048 886 \$ pour l'exercice financier précédent. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la valeur amortissable des immobilisations corporelles qui est passée de 15 554 271 \$ (immobilisations corporelles déduction faite du projet de construction) au 31 mai 2008 à 31 948 188 au 31 mai 2009 en raison du démarrage des activités de la nouvelle usine en Allemagne en août 2008.

Les impôts sur le bénéfice sont de 2 345 056 \$ au quatrième trimestre comparativement à 1 109 535 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Ces montants représentent des taux d'impôt effectifs de 29,12 % et 29,10 % respectivement. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, les impôts sur le bénéfice sont de 9 128 634 \$ soit un taux d'impôt effectif de 30,4 %. Ces résultats se comparent à des impôts sur le bénéfice de 3 153 279 \$ et un taux d'impôt effectif de 30,5 % pour la période correspondante de l'exercice financier précédent.

Liquidités et fonds propres

	Aux 31 mai	
	2009	2008
Fonds de roulement ¹	90 558 261 \$	72 151 861 \$
Ratio de fonds de roulement ¹	9,5	7,4
Immobilisations corporelles	26 178 423 \$	21 220 889 \$
Actif total	128 168 856 \$	107 743 063 \$
Dette totale ¹	4 589 570 \$	6 786 312 \$
Capitaux propres	112 368 764 \$	90 962 804 \$

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Fonds de roulement et ratio du fonds de roulement

Le fonds de roulement a augmenté pour atteindre 90 558 261 \$ au 31 mai 2009, comparativement à 72 151 861 \$ au 31 mai 2008, et ce, en dépit des nombreux investissements d'immobilisations au cours de l'exercice financier portant nos immobilisations corporelles de 21 220 889 \$ à 26 178 423 \$. Cette hausse est principalement le résultat d'une forte génération de flux de trésorerie au cours de la période. Le ratio de fonds de roulement est passé de 7,4 à 9,5.

Au 31 mai 2009, notre trésorerie et équivalents se chiffraient à 65 066 530 \$ en hausse comparativement à 59 576 743 \$ au 31 mai 2008. La forte génération de flux de trésorerie nous a permis de compenser l'augmentation des stocks et des investissements en immobilisations dont plus de la moitié sont reliés à nos nouvelles installations allemandes. Les inventaires de matières premières ont augmenté de 8 374 416 \$ car nous continuons de renforcer notre chaîne d'approvisionnement, et les produits finis ont augmenté de 5 952 980 \$ témoignant de la diminution des activités d'affinage à façon occasionnant une hausse des coûts unitaires, pour une augmentation totale des stocks de 14 327 396 \$. Solidifier nos niveaux d'inventaire demeure une importante composante de notre stratégie visant à répondre à la demande anticipée des produits associés au marché du solaire.

Immobilisations corporelles

Sur les investissements en immobilisations corporelles de 7 140 343 \$ enregistrés au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, 3 896 276 \$ sont reliés à nos nouvelles installations de fabrication en Allemagne, et 3 244 067 \$ à celles de Montréal. Pour l'exercice financier 2008, les investissements en immobilisations corporelles se sont chiffrés à 17 720 067 \$. Les investissements en immobilisations corporelles ont constamment diminué depuis le 29 juillet 2008, date à laquelle notre nouvelle usine allemande devenait opérationnelle et se chiffraient à 1 014 632 \$ (dont 104 033 \$ pour l'usine allemande) au cours du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2009.

Rapprochement des dépenses en immobilisations corporelles et des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

	Trois mois terminés les 31 mai		Douze mois terminés les 31 mai	
	2009	2008	2009	2008
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 014 632 \$	7 518 331 \$	7 140 343 \$	17 720 067 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payées et incluses dans les crédettes et charges à payer :				
À l'ouverture	307 257	-	1 715 915	-
À la fermeture	(192 453)	(1 715 915)	(192 453)	(1 715 915)
Dépôts	-	(23 470)	(3 001)	12 476
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	1 129 436 \$	5 778 946 \$	8 660 804 \$	16 016 628 \$

Dettes totales et revenus reportés

La dette totale a diminué au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009 et se chiffrait à 4 589 570 \$ comparativement à 6 786 312 \$ au 31 mai 2008. La baisse s'explique par la baisse des emprunts bancaires en devises étrangères et par un remboursement de 578 105 \$ de la dette à long terme. La subvention reçue par notre filiale allemande 5N PV GmbH au montant de 540 000 euros pour la création d'un certain nombre de nouveaux emplois dans la ville d'Eisenhüttenstadt est considérée comme un revenu reporté. Au 31 mai 2009, nous avons reconnu un revenu total de 115 986 \$ (34 352 \$ au quatrième trimestre).

Capitaux propres

Les capitaux propres de la Société sont de 112 368 764 \$ ou 87,7 % de l'actif total au 31 mai 2009, comparativement à 90 962 804 \$ ou 84,4 % de l'actif total au 31 mai 2008, témoignant de la contribution marquée de la rentabilité opérationnelle au cours de l'exercice financier 2009.

Le 1^{er} juin 2008, la Société a considéré sa filiale étrangère comme un établissement autonome. Par conséquent, les gains et pertes de change découlant de la conversion en dollars canadiens des comptes de cette filiale étrangère sont reportés et comptabilisés dans le résultat étendu consolidé sous la rubrique Autres éléments du résultat étendu.

Flux de trésorerie

	Trois mois terminés les 31 mai		Douze mois terminés les 31 mai	
	2009	2008	2009	2008
Activités d'exploitation	4 965 655 \$	(3 519 086) \$	16 239 645 \$	(2 163 317) \$
Activités de financement	(756 927)	48 935 874	(2 257 973)	76 297 401
Activités d'investissement	(1 129 436)	(5 778 946)	(8 660 804)	(16 016 628)
Effet des fluctuations du taux de change	(200 325)	38 831	168 919	(67 645)
Augmentation de la trésorerie et équivalents	2 878 967 \$	39 676 673 \$	5 489 787 \$	58 049 811 \$

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont généré 4 965 655 \$ au cours du trimestre et 16 239 645 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, comparativement à une utilisation pour les activités d'exploitation de 3 519 086 \$ et 2 163 317 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les augmentations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sont principalement attribuables à la hausse du bénéfice net qui n'a été que partiellement compensée par les éléments hors trésorerie du fonds de roulement résultant notamment d'une augmentation des stocks.

Les activités de financement ont utilisé 756 927 \$ au cours du quatrième trimestre et 2 257 973 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, et représentent principalement le remboursement des emprunts en devise étrangère et le remboursement par versements de la dette à long terme. Celles-ci se comparent à des activités de financement ayant généré 48 935 874 \$ et 76 297 401 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent, en raison du produit net de 31 417 006 \$ provenant de notre premier appel public à l'épargne combiné au produit net de 44 147 461 \$ résultant de l'émission de quatre millions d'actions ordinaires en avril 2008.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont diminué à 1 129 436 \$ au cours du quatrième trimestre comparativement à une utilisation de 5 778 946 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent au cours duquel nous avons investi dans la construction de notre nouvelle usine allemande. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2009, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont de 8 660 804 \$ dont près de la moitié de ces investissements est reliée aux étapes finales de la construction de l'usine allemande, comparativement à 16 016 628 \$ pour la période correspondante de l'exercice financier précédent au cours de laquelle les investissements ont été consacrés aux premières étapes de la construction de ladite usine.

Notre trésorerie et équivalents se chiffraient à 65 066 530 \$ au 31 mai 2009, en hausse de 2 878 967 \$ au cours du quatrième trimestre et de 5 489 787 \$ pour l'exercice financier. Ces résultats se comparent à des augmentations de 39 676 673 \$ et 58 049 811 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. Nous sommes très confiants que ce niveau actuel de liquidité combiné aux flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation, seront suffisants pour financer notre fonds de roulement et nos projets d'investissements et nous permettre de poursuivre fermement notre plan de croissance incluant des opportunités d'acquisition.

La Société ne détient aucun papier commercial. De ce fait, la Société n'a pas été affectée par les papiers commerciaux adossés à des actifs.

Capital-actions**Autorisé**

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, participantes et comportant un droit de vote par action.

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

Émis et entièrement payé

	Nombre
Actions ordinaires	
En circulation au 31 mai 2008	45 500 000
Émission d'actions sur exercice d'options	20 225
En circulation au 31 mai 2009	45 520 225

Programme de rachat dans le cours normal des activités

Le 2 décembre 2008, la Société a annoncé son intention d'acheter à des fins d'annulation jusqu'à concurrence de 2 275 000 actions ordinaires sur une période de douze mois qui a débuté le 4 décembre 2008 et se terminera le 3 décembre 2009, soit 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de 5N Plus. Les rachats effectués par la Société auront lieu par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et seront conclus au cours boursier des actions ordinaires au moment du rachat. Au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, aucune action n'a été rachetée.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a instauré en octobre 2007 un régime d'options d'achat d'actions, à l'intention des administrateurs, dirigeants et employés. Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises à la suite de l'exercice d'options sera égal à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de temps à autre. La période maximale au cours de laquelle une option pourra être exercée est de dix ans à compter de la date d'octroi. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, la Société a octroyé 466 430 options pour un total d'options octroyées de 1 439 055.

Au 31 mai 2009, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions était de 3 110 945.

Carnet de commandes

Le carnet des commandes qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois totalisait 52 224 368 \$ au 31 mai 2009, en hausse de 73,1 % comparativement à un carnet de commandes de 30 174 000 \$ au 31 mai 2008.

Ententes hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan qui consistent principalement en des contrats de location-exploitation pour certains locaux et équipements.

La filiale allemande de la Société s'est engagée à respecter un certain nombre de clauses dans une entente d'approvisionnement avec un important client. Vous trouverez un complément d'information sur cette entente à la note 18 c) afférente aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

La Société est exposée aux risques de change sur les ventes réalisées en dollars US et en euros pour ses produits fabriqués au Canada et choisit de prendre à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger du risque des fluctuations des devise étrangères. Vous trouverez un complément d'information relié à ces contrats à la note 13 afférentes aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

Obligations contractuelles

Le tableau qui suit résume nos principales obligations contractuelles dans le cadre de nos activités normales au 31 mai 2009 :

Paiements exigibles par période	2010	2011	2012	2013	2014	Par la suite	Total
Dette totale (incluant les intérêts)	710 992 \$	607 477 \$	593 226 \$	578 975 \$	564 724 \$	2 116 744 \$	5 172 138 \$
Contrats de location	640 268	610 268	610 268	208 216	17 351	–	2 086 371
Obligations d'achat	239 321	–	–	–	–	–	239 321
	1 590 581 \$	1 217 745 \$	1 203 494 \$	787 191 \$	582 075 \$	2 116 744 \$	7 497 830 \$

Conventions comptables

Les conventions comptables sont conformes à celles qui ont été utilisées pour les états financiers consolidés vérifiés au 31 mai 2008 à l'exception des modifications comptables mentionnées ci-dessous.

Modifications des conventions comptables

Le 1^{er} juin 2008, la Société a adopté les chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

- i. Le chapitre 1400 « Normes générales de présentation » a été modifié pour inclure les exigences pour évaluer et indiquer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.
- ii. Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes pour la présentation d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le chapitre décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Le chapitre cherche à savoir si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital, ou sinon, les conséquences de cette dérogation.
- iii. Le chapitre 3031 « Stocks » établit des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Cette norme permet également la reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Finalement, cette norme donne des directives sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et qui requièrent l'utilisation constante des politiques liées aux stocks, par type de stock similaire quant à leur nature et à leur utilisation.
- iv. Le chapitre 3862 « Instruments financiers — informations à fournir », établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers en regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité; et la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La trésorerie et les équivalents sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction ». La Société n'a pas de prêt et ses débiteurs et subventions à recevoir sont évalués selon la méthode de l'amortissement du coût, ce qui se rapproche du coût réel. Les créiteurs et charges à payer, les impôts sur les bénéfices et la dette à long terme de la Société sont classés dans les « Autres passifs financiers » et sont évalués selon l'amortissement du coût.
- v. Le chapitre 3863 « Instruments financiers — présentation », établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il reprend les normes de présentation établies par le chapitre 3861 « Instruments financiers — informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence notable sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

Le 1^{er} mars 2009, la Société a adopté les conventions comptables suivantes :

- vi. Le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») a publié le CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », qui précise qu'il faut tenir compte dans le cas des actifs, du risque du crédit des contreparties et dans le cas des passifs, du risque de crédit propre à l'entité pour estimer la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

- vii. En janvier 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écarts d'acquisitions et actifs incorporels » qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et entraîne le retrait du chapitre 3450, « Frais de recherche et développement », et de l'abrégé 27 du Comité sur les problèmes nouveaux, « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », ainsi que des modifications à la Note d'orientation en comptabilité 11, « Entreprises en phase de démarrage ». La norme fournit des directives relativement à la constatation des actifs incorporels conformément à la définition d'un actif et aux critères de constatation des actifs, et clarifie l'application de la notion de rapprochement des produits et des charges, que les actifs aient été acquis séparément ou développés à l'interne. Cette norme s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société a choisi d'adopter de façon rétroactive cette norme et les principaux changements aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mai 2008 sont les suivants :

	Augmentation (Diminution)
Résultats consolidés	
Frais de démarrage	821 008 \$
Bénéfice avant la charge d'impôts sur le bénéfice	(821 008) \$
Charge d'impôts sur le bénéfice	(229 882) \$
Bénéfice net	(591 126) \$
Bilans consolidés	
Actif à court terme — Actif d'impôts futurs	229 882 \$
Frais de pré-exploitation reportés	(821 008) \$
Bénéfices non répartis	(591 126) \$

Modifications futures de conventions comptables

- i. En 2005, le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé la convergence des normes comptables canadiennes avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). En mai 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du « Plan de mise en œuvre pour l'intégration des IFRS dans les PCGR canadiens ». Ce plan expose dans les grandes lignes les principales décisions que l'ICCA devra prendre au fil de la mise en œuvre du plan stratégique pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes en vue d'harmoniser les principes comptables généralement reconnus du Canada avec les IFRS. En février 2008, l'ICCA a confirmé que la date de basculement des PCGR canadiens actuels vers les IFRS serait le 1^{er} janvier 2011. Bien que le cadre conceptuel des IFRS soit similaire à celui des PCGR du Canada, il existe d'importantes différences dans les méthodes comptables qui doivent être réglées. La Société évalue présentement l'incidence de ces nouvelles normes sur ses états financiers.
- ii. En janvier 2009, l'ICCA a approuvé trois nouveaux chapitres de son Manuel : le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601 « États financiers consolidés » et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises » et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et que les coûts d'acquisition soient reconnus en dépenses.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent le chapitre 1600 « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Le chapitre 1602 converge avec les exigences de la norme internationale d'information financière 27, IAS 27, « États financiers consolidés et individuels » et établit les règles pour la comptabilisation d'une participation sans contrôle issue d'un regroupement d'entreprises, et reconnue comme un composante distincte des capitaux propres. Le résultat net fournira la répartition entre les participations avec et sans contrôle.

Les trois chapitres entreront en vigueur au moment où les sociétés ouvertes canadiennes auront adopté les IFRS, soit pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société n'a pas évalué l'impact de ces nouvelles normes.

Estimations comptables importantes

Recours à des estimations

La préparation d'états financiers conformes aux PCGR du Canada exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs et sur les informations relatives aux éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme ainsi que l'évaluation du recouvrement des comptes clients, des crédits d'impôt à la recherche et des actifs d'impôts futurs. Les montants présentés et les informations fournies par voie de notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Risques et incertitudes

Nous sommes sujets à un nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à notre capacité d'exécuter notre stratégie et d'atteindre nos objectifs de croissance à long terme. La Société analyse les risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

Dépendance à l'égard d'important client

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2009, un client représentait approximativement 78 % de nos ventes. La perte de ce client ou une diminution du volume d'achat de ce client pourrait entraîner une baisse considérable de notre chiffre d'affaires net et être préjudiciable à nos résultats d'exploitation.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement associé à ses comptes clients. La Société a conclu une entente avec Exportation et développement Canada (EDC) selon laquelle cette dernière assure une partie du risque de perte de certains clients en cas de non-paiement, et ce, pour un montant maximum de 1 500 000 \$ par année. La Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs, toutefois le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable. Un client représentait approximativement 79 % des débiteurs au 31 mai 2009.

Risque de taux d'intérêt

La Société a présentement un faible taux d'endettement et ses dettes sont à taux variable. Advenant une augmentation de sa dette, la Société aurait comme politique de réduire l'exposition à la variation des taux d'intérêt en s'assurant qu'une partie raisonnable de la dette soit à taux fixe. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt aura des répercussions importantes sur les résultats d'exploitation.

Risque lié au prix

La Société est exposée au risque de variation des prix du marché des métaux qu'elle gère en prévoyant l'acquisition de certains inventaires pour rencontrer ses obligations contractuelles à prix fixe envers ses clients. Les instruments financiers de la Société ne l'exposent pas à un risque découlant du prix des matières premières.

Risque de change

Le risque de conversion et de négociation de la monnaie étrangère pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes, le coût des marchandises vendues et les marges brutes, ce qui pourrait entraîner des pertes de change importantes. Nous déclarons nos résultats financiers en dollars canadiens et la majorité de nos ventes sont libellées en devises étrangères. La plupart de nos coûts sont engagés en devises locales, ce qui signifie le dollar canadien pour nos installations de Montréal et l'euro pour nos nouvelles installations de fabrication en Allemagne. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, réduisant les fluctuations du taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change en regard à la monnaie de fonctionnement appropriée. Nous gérons les opérations de change en concluant des contrats de change à terme lorsqu'ils sont jugés nécessaires.

Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents, des placements temporaires, des débiteurs, des prêts à long terme, des créditeurs ainsi que de la dette à long terme se rapproche de leur juste valeur, en raison de la période relativement brève qu'il restait à couvrir jusqu'à l'échéance de ces instruments ou du fait que les taux ne diffèrent pas de façon notable des taux courants du marché.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières en tellure et sélénium dont nous dépendons pour exercer nos activités. Plus précisément, l'approvisionnement en tellure est essentiel pour la production de CdTe. Actuellement, nous nous procurons nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraisons pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non respect de nos contrats d'approvisionnement.

Acceptation du marché et dépendance à l'égard des technologies des modules photovoltaïques à couches minces

Nous dépendons de l'acceptation du marché des produits de nos clients et de la technologie connexe. Tout retard ou toute difficulté par nos clients de pénétrer avec succès leurs marchés respectifs pourrait entraîner une baisse de nos ventes et de nos marges d'exploitation. La plupart de nos produits sont vendus sur de nouveaux marchés ou sur des marchés existants pour lesquels ils sont utilisés dans la fabrication des produits de remplacement destinés à de nouvelles technologies ou des technologies améliorées. Si nos clients ne rencontrent pas les cibles de rendement et de frais nécessaires pour assurer la viabilité commerciale, si leurs produits sont assujettis à des règlements qui limitent leur utilisation ou si la nouvelle technologie ou technologie améliorée associée à leurs produits ne peut être adoptée à grande échelle, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation.

Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimons respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte d'un état de l'environnement actuellement inconnu pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Concurrence

La croissance attendue de la demande de métaux de grande pureté, particulièrement ceux employés dans l'industrie de l'énergie solaire, devrait attirer plus de raffineurs de métaux dans cette industrie et intensifier la concurrence. La concurrence pourrait venir de raffineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Nous pourrions ne pas être en mesure d'égaliser les plus bas prix offerts de nos concurrents qui exercent leurs activités dans des pays en voie de développement. Nos activités sont actuellement exercées au Canada et en Europe. Bien que la main-d'œuvre compte pour une partie relativement modeste de notre structure de coûts, il pourrait se révéler difficile pour nous, d'être sur un même pied d'égalité en termes de coûts, que les concurrents établis dans les pays en voie de développement. Bien que nous estimons que la proximité des activités de nos clients constitue un avantage concurrentiel important étant donné les considérations de la protection de l'environnement et du recyclage, nos concurrents pourraient s'accaparer une part du marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation si nous n'étions pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous dépendons des services des membres de la direction générale et le départ de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable sur nous. Notre réussite future dépend de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise de l'industrie des matériaux électroniques, de la technologie du raffinage et des sels de cadmium, de tellure et de sélénium sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans plusieurs cas, surtout ceux reliés à nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans les délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous porte les clients, entraîner l'annulation de nos contrats et donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyons avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous éprouvions néanmoins des interruptions, qui pourraient avoir des incidences défavorables sur nos résultats financiers.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous dépendons presque exclusivement d'une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter notre nombre de brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies précieux.

Option conférée à First Solar Inc. aux fins d'acquérir nos installations de fabrication en Allemagne

Une des conventions d'approvisionnement avec First Solar Inc. comporte une clause d'option d'achat aux termes de laquelle First Solar Inc. peut, s'il nous était impossible de respecter nos obligations contractuelles, acheter la totalité de notre participation dans la filiale allemande. Conséquemment, nous pourrions être tenus de vendre notre filiale allemande à un prix fixe, ce qui aurait une incidence défavorable sur nos perspectives de croissance et une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation.

Par ailleurs, le fait que l'option d'achat puisse être levée suite à un changement de contrôle ayant une incidence défavorable sur First Solar Inc. pourrait réduire l'intérêt de tiers à faire des offres publiques d'achat et proposer des regroupements d'entreprises ayant du fait même une incidence sur le cours de nos actions. Une telle situation pourrait limiter notre capacité à réunir des fonds au moyen de l'émission d'autres actions ordinaires selon le niveau de dilution qui en résulterait.

Au 31 mai 2009, la Société remplissait toutes les obligations reliées à cette entente.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de l'entreprise est responsable d'établir et de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôles appropriés afin de fournir une assurance raisonnable que les renseignements diffusés par la Société sont fiables et complets. La Société applique les règles de divulgation de l'information financière et prend les mesures nécessaires pour respecter les nouvelles normes comptables dès leur entrée en vigueur. Elle applique également les normes exigées par les autorités réglementaires des marchés financiers. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société conjointement avec la direction, ont conclu après avoir évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, qu'au 31 mai 2009 ces derniers étaient efficaces. L'évaluation a été effectuée selon le cadre de contrôle du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir des systèmes de contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIFF) afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité et que les états financiers ont été préparés selon les PCGR du Canada. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société conjointement avec la direction, ont conclu après avoir évalué l'efficacité des contrôles à l'égard de l'information financière, qu'au 31 mai 2009 ces derniers étaient efficaces.

Mesures non conformes aux PCGR

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux PCGR, et elles ne peuvent être formellement identifiées aux états financiers. Les mesures non conformes aux PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Il s'agit du BAIIA, de la marge brute, du ratio de la marge brute, du fonds de roulement et du ratio de fonds de roulement et de la dette totale.

Le BAIIA désigne le bénéfice avant frais financiers, revenus d'intérêts, impôts et amortissement, et est présenté de façon constante d'une période à l'autre. Nous suivons l'évolution du BAII, afin d'évaluer le rendement d'exploitation de nos activités permanentes avant la prise en compte des effets de certaines dépenses. La définition de ces mesures utilisées par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes déduction faite des coûts des marchandises vendues. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes.

Le fond de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise. Le fond de roulement est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Nous le mesurons en prenant le montant de l'actif à court terme déduction faite du passif à court terme.

La dette totale est une mesure qui nous indique à combien se chiffre notre dette incluant les portions à court terme et nous démontre quelle est notre situation d'endettement.

Le carnet de commandes est également une mesure non conforme aux PCGR et représente les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois.

Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice.

Information supplémentaire

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Des informations supplémentaires sur la Société, incluant la Notice annuelle, peuvent être consultées en ligne sur le site de SEDAR sous la rubrique Profil d'entreprise à l'adresse www.sedar.com.